

Tandis que s'est ouverte la période des primaires présidentielles aux États-Unis, Bernie Sanders semble avoir retrouvé une popularité comparable à celle qui lui avait permis de devenir contre toute attente le principal rival de Hillary Clinton aux primaires de 2016. Mais où en sont les milieux militants qui le soutiennent toujours et dont il avait contribué à faire gonfler les rangs de façon remarquable ?

Un congrès agité... par l'afflux militant

Organisation tout à fait modeste il y a encore quelques années, les *Democratic Socialists of America* sont encore loin d'avoir conquis une base sociale de masse. Pourtant, il y a environ six mois, DSA organisait le plus grand congrès d'une organisation politique de gauche « socialiste » aux États-Unis depuis plusieurs générations, regroupant plus de 1 000 délégués pendant trois jours à Atlanta (2-4 août 2019).

Le congrès de 2017 avait déjà réuni 700 délégués, suite à l'afflux d'adhésions déclenché d'abord grâce à la campagne Sanders puis en réaction à la victoire de Trump. DSA avait ensuite continué de croître, en particulier grâce à l'arrivée sur la scène politique nationale d'Alexandria Ocasio-Cortez, jeune militante du Bronx ayant ravi son siège à un influent député démocrate. C'est ainsi que près de 60 000 membres se trouvaient représenté.e.s par des délégué.e.s à l'édition 2019 du congrès de DSA. Plusieurs compte-rendus publiés en ligne laissent entendre que dans certaines régions, la proportion de militant.e.s parmi les adhérent.e.s atteint à peine 10 à 20 %, mais s'avère bien plus élevée dans d'autres.

Cet afflux de nouvelles forces militantes n'est pas sans apporter ses nouveaux défis. Comment faire évoluer les structures pré-existantes de DSA, tout en familiarisant beaucoup de militant.e.s peu expérimenté.e.s à un fonctionnement collectif aussi démocratique que possible ? Et pour quelle orientation politique anticapitaliste ?

Certain.e.s militant.e.s estiment que les membres n'ont pas eu accès suffisamment tôt aux textes qui seraient débattus en congrès, empêchant de lancer certaines discussions importantes et d'en permettre l'appropriation par les délégué.e.s et les autres. Le bon déroulement du congrès, mais aussi l'animation du débat politique dans l'ensemble de l'organisation, semblent en avoir pâti. D'un autre côté, si l'organisation est quelque peu bousculée, c'est au moins le signe que les nouvelles adhésions ne sont pas restées lettre morte.

Un renforcement organisationnel et politique

Le congrès a entrepris de renforcer l'organisation, avec un certain succès. L'un des débats les plus vifs concernait une éventuelle décentralisation accrue de DSA, à l'appel de certaines tendances internes. C'est finalement le maintien d'un certain degré de centralisation qui a emporté la majorité des votes, accompagné de mesures de soutien aux sections locales nouvelles, isolées ou fragilisées, et d'un effort général en faveur de la formation politique de l'ensemble des militant.e.s. Le renouvellement de l'exécutif national, très affaibli dès le début de la mandature précédente par plusieurs « scandales » et autres conflits internes, devrait également consolider DSA.

Le congrès ne s'est pas pour autant privé de débattre du positionnement politique de DSA.

Il a été l'occasion d'esquisser une série de nouvelles campagnes pour les droits des immigré.e.s, ou pour l'accès à l'avortement, face aux ravages de la politique de Trump et de la majorité républicaine sur ces sujets. Le profil écosocialiste de DSA en est également sorti renforcé.

Mais le plus remarquable concerne la recherche d'une plus grande indépendance vis-à-vis du parti démocrate : non seulement DSA s'est engagé à ne soutenir aucun candidat démocrate si Sanders n'obtient pas la nomination, mais une résolution bien plus audacieuse a été adoptée. DSA affirme désormais publiquement que son projet de moyen terme est la constitution d'un parti des exploité.e.s et des opprimé.e.s indépendant du parti démocrate. Une réelle avancée quand on se souvient du passé de DSA et d'une bonne partie de la gauche aux États-Unis, séduite par une stratégie visant à un « réalignement » de classe du parti démocrate.

En attendant le moment de la rupture avec la nébuleuse démocrate, DSA continuera de participer aux primaires démocrates là où ce sera nécessaire, ne serait-ce que parce que dans certaines circonscriptions, c'est la primaire démocrate qui constitue la véritable élection. Cela n'empêchera pas DSA de développer ses propres campagnes politiques, visant à populariser des idées et construire une implantation réellement ouvrière et multiraciale de l'organisation.

L'importance de l'arène électorale

Dans l'immédiat, les primaires démocrates canalisent une grande partie des dynamiques politiques à l'œuvre. L'importance des précédentes échéances électorales dans la croissance-éclair de DSA suggère que la nouvelle campagne Sanders pourrait encore être bénéfique à l'organisation. Le cycle de mobilisations sociales ouvert aux États-Unis dans le sillage de la Grande Récession de 2008, pourrait franchir une nouvelle étape dans sa cristallisation politique.

Une partie importante et grandissante des exploité.e.s et des opprimé.e.s, notamment mais pas seulement dans les jeunes générations, s'est reconnue dans le slogan « Occupons Wall Street », s'est mobilisée pour les droits des femmes, des immigré.e.s, des personnes de couleur, a repris espoir dans des luttes pour de vraies augmentations des bas salaires, et même retrouvé le chemin de la grève, comme dans la vague « rouge » (#RedForEd) qui a déferlé sur l'éducation publique dans de nombreux États réputés conservateurs ; aujourd'hui, ces mobilisations comptent plusieurs représentant.e.s dans l'arène électorale.

Les élections de mi-mandat de 2018 ont vu la victoire d'un certain nombre de militant.e.s se réclamant du socialisme. Une des inquiétudes de l'époque était la capacité ou non de DSA à exercer un certain contrôle sur ces élu.e.s qui n'en étaient pas l'émanation directe. On ne voit pas bien en quoi ce contrôle a pu augmenter depuis, mais on ne peut pas non plus constater de réel renoncement de la part de Sanders ni des nouvelles figures comme Alexandria Ocasio-Cortez ou Rashida Tlaib, qui lui ont apporté leur soutien – Ocasio-Cortez allant même jusqu'à souligner que dans un autre pays, elle n'appartiendrait pas au même parti que l'ex Vice-Président Joe Biden.

Ces figures sont porteuses d'un même projet pour une assurance santé universelle (« *Medicare for All* »), ou encore pour l'annulation de plus de mille milliards de dollars de dette étudiante. Les mesures mises en avant contribuent à la fois à faire entrevoir une

société débarrassée de certains des pires maux d'aujourd'hui, mais aussi à pointer du doigt la responsabilité des milliardaires, et leur illégitimité radicale à détenir de telles sommes et un tel pouvoir.

L'une des mesures les plus connues et associées à Ocasio-Cortez est le grand projet de planification environnementale appelé « *Green New Deal* ». Ce projet relie des questions « purement » environnementales comme la sortie des énergies fossiles dans un temps court, avec des questions sociales telles que la propriété publique et le contrôle démocratique sur les moyens de production d'énergie, la sécurité de l'emploi et les créations de postes. On retrouve ce type d'élaborations dans la ligne politique défendue par des élus locaux socialistes : ceux du conseil municipal Chicago font campagne pour la municipalisation du réseau d'électricité, afin d'aller vers une politique plus « verte » et plus favorable aux consommateurs/trices pauvres et aux salarié.e.s, sous contrôle démocratique.

« *Eyes on the prize* » : reconstruire un parti de masse

Pour autant que l'on puisse en juger à distance, les débats sur le soutien à apporter ou non à telle ou telle campagne électorale prennent une place importante dans la vie de DSA. Mais même ces débats sont souvent l'occasion de pousser peu à peu les nouvelles forces militantes à mieux distinguer ce qui relève d'une démarche socialiste, au minimum réformiste radicale, d'une démarche « progressiste » bien plus digeste pour le bipartisme en place.

Les mêmes discussions qui permettent ces derniers mois de préciser ce qui sépare Bernie Sanders et Elizabeth Warren, se retrouvent aux échelons infra-nationaux de la vie politique : idées et actions cohérentes dans la durée ou non, campagnes qui insistent sur la nécessité des luttes sociales ou qui reposent sur un idéal d'efficacité technocratique, etc. Les activités liées aux élections ont donc toute leur place dans un plan de bataille tourné vers l'extérieur, et par lequel DSA tente de populariser un nouvel horizon politique et les moyens élémentaires de s'en rapprocher et de l'atteindre, plutôt qu'une organisation en particulier.

DSA peut envisager une stratégie volontariste d'implantation de militant.e.s dans des « secteurs stratégiques » pour la reconstruction du mouvement ouvrier – sans sacrifice excessif car les emplois syndicalisés sont aussi plus protégés que les autres ; on peut aussi penser que les organisations existantes du mouvement antiraciste mériteraient toute l'attention de l'organisation. Mais le temps que de telles stratégies se mettent réellement en place et portent leurs fruits, DSA aura probablement des forces nouvelles à tirer de la campagne Sanders dès 2020.

Les difficultés d'organisation et les tensions du congrès ont entravé les débats sur la politique internationale, l'antifascisme ou la stratégie envers le mouvement syndical : le phénomène DSA implique beaucoup de militant.e.s débutant.e.s, encore en formation... et qui manifestent leur volonté de s'appropriier l'organisation. Les plus sincères socialistes (réformistes radicaux ou révolutionnaires) impliqué.e.s dans DSA ont l'honnêteté de reconnaître que l'on ne sait pas encore si le nouveau mouvement socialiste sera à la hauteur de ses tâches. La situation actuelle est malgré cela une opportunité historique à saisir.

Cet article est paru initialement dans la revue [L'Anticapitaliste](#).